MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BERLIN ECO

BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ALLEMAGNE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE BERLIN

N° 13 – 11 mai 2021

Sommaire

Actualité économique:

- Environnement macro-économique : production – exportations – attentes conjoncturelles
- Politique budgétaire : communes – TVA
- Politiques sociales : rattrapage scolaire – école primaire – apprentissage – coûts salariaux

Actualité financière :

- Marché financiers : finance durable – Deutsche Börse – Schuldscheine - obligations vertes
- Régulation financière : blockchain – PRIIPs
- Banques et assurances : Deutsche Bank

LE CHIFFRE À RETENIR

39,2 MD€

Prévision d'investissement des communes en 2021 (« panel communal » KfW)

ACTUALITE ECONOMIQUE

Environnement macroéconomique

Destatis annonce une hausse de 2,5 % de la **production** en mars par rapport au mois précédent (+5,1 % en glissement annuel) : +0,7 % dans l'industrie, +2,4 % dans le secteur énergétique et +10,8 % dans la construction.

L'indice de **production** industrielle des trois prochains mois calculé par l'ifo atteint 33,1 points en avril (après 30,4 points en mars), soit son niveau le plus élevé depuis 1991. Quasiment tous les secteurs industriels prévoient d'élargir leur production.

Les **exportations** ont augmenté de 1,2 % (+16,1 % en glissement annuel) et les **importations** de 6,5 % (+15,5 % en glissement annuel) en mars, selon Destatis. L'excédent courant s'établit à 30,2 Md€ (mars 2020 : 24,8 Md€) et l'excédent commercial à 20,5 Md€ (mars 2020 : 17,2 Md€).

L'indice mensuel des **attentes conjoncturelles** de l'institut ZEW atteint son plus haut niveau depuis février 2000 : 84,4 points, +13,7 points par rapport à avril. Constatant la nette amélioration de la situation sanitaire, les acteurs économiques tablent sur une forte reprise lors des prochains mois.

Politique budgétaire

D'après l'édition 2021 du « panel communal » annuel de la banque publique de développement KfW, les **communes** prévoient d'investir 39,2 Md€ en 2021, après 37,5 Md€ en 2020. Le retard d'investissement s'inscrit en revanche à la hausse, passant de 147 Md€ à 149 Md€. Le déficit d'investissement le plus important concerne les écoles (46,5 Md€), suivies des routes (33,6 Md€) et des bâtiments administratifs (16,4 Md€).

D'après les calculs de l'institut DIW, la baisse temporaire de la **TVA** au deuxième semestre 2020 aurait permis une hausse de 0,5 % du PIB. L'effet aurait pu atteindre 1 % en cas de transmission intégrale de la baisse fiscale aux prix à la vente. L'institut note que le dispositif aurait surtout permis d'avancer des projets d'achat et non de créeér de la consommation supplémentaire ; un effet baissier sur la demande en 2021 serait en conséquence possible.

Politiques sociales

Le conseil des ministres a adopté le programme « **rattrapage** après le corona pour les enfants et les jeunes » d'un montant de 2 Md€ prévu sur la période 2021-2022. A côté des aides au rattrapage scolaire (1 Md€), ce programme finance aussi des mesures sociales pour la petite enfance, des aides d'accompagnement au quotidien incluant des activités culturelles ou sportives pendant les vacances ainsi qu'un bonus de 100 € par enfant qui sera versé aux familles défavorisées en août 2021 (soit 1 Md€ au total). Les Länder sont appelés à financer de leur côté aussi 2 Md€. 20 à 25 % des enfants auraient accumulé de grandes lacunes scolaires.

Le conseil des ministres a adopté l'introduction d'un droit à un accueil journalier à **l'école primaire** pendant 8 heures qui entrera progressivement en vigueur à partir de 2026 et sera financée jusqu'à 3,5 Md€ par le Bund.

Pour la 1ère fois depuis 1992, le nombre de nouveaux contrats d'**apprentissage** est resté, en 2020, inférieur à 500 000, en baisse de 8,8 % sur un an tandis que le nombre de candidats diminuait aussi (-8,9 %). Selon le rapport gouvernemental sur l'apprentissage, la crise sanitaire a aggravé une situation déjà difficile en lien notamment avec le recul du nombre de jeunes en fin de scolarité (800 800 en 2019, soit -92 800 par rapport à 2009) dû au vieillissement de la population.

Selon Destatis, les **coûts salariaux** horaires dans le secteur marchand ont progressé de 3,0 % à 36,70 € en 2020 (corrigé des jours ouvrés, contre 28,00 € dans l'UE-27 hors Royaume-Uni), les coûts dans l'industrie atteignant 41,60 €.

ACTUALITE FINANCIERE

Marchés financiers

Sur la base du rapport du comité sur la finance durable (cf. BE n°7/2021), le gouvernement a présenté le 5 mai une stratégie nationale qui doit faire de l'Allemagne un haut lieu de la **finance durable**. Elle comprend 26 mesures.

Deutsche Börse acquiert les 49 % restants de Clearstream Fund Center qui appartenaient à UBS et devient ainsi le seul actionnaire de la plateforme de vente de fonds (300 Md€).

La fédération des banques publiques, VÖB, lance la marque « **Green Schuldscheine** » (titres de créance), qui permettra aux Landesbanken et banques publiques régionales (*Förderbanken*) d'émettre ce type de titres en garantissant le respect du règlement « taxonomie ». En 2020, elles ont placé 11,3 Md€ de *Schuldscheine* sur les marchés financiers aux entreprises.

L'Agence financière allemande a émis le 11 mai sa troisième obligation verte, la première d'une maturité de 30 ans. Le coupon est de 0 %, le volume d'émission de 6 Md€ et il s'agissait d'une émission syndiquée. La demande a atteint 38,9 Md€ et le taux de rendement 0,391 %.

Régulation financière

Après de longs débats, le Bundestag a voté, le 6 mai, le projet de loi sur l'introduction de **titres financiers électroniques** (eWPG) (cf. BE n°39/2020). La loi permet l'émission de titres financiers à l'aide de la technologie blockchain et un décret autorisera l'émission de parts de fonds sous forme de blockchain également.

Selon une étude de la BaFin, les portefeuilles des petits investisseurs contiennent depuis 2018 de moins en moins d'obligations d'entreprises. La raison en serait l'obligation de publication du document d'information clé pour l'investisseur comme le demande le **règlement PRIIPs,** qui a conduit à une baisse de l'offre La BaFin soutient donc le ministère fédéral des Finances qui demande de supprimer cette contrainte pour les obligations les plus simples.

Banques et assurances

Deutsche Bank a émis une dette subordonnée AT1 d'un montant de 1,25 Md€. L'obligation a été sursouscrite 4,4 fois. Son coupon est de 4,625 %, soit le plus bas coupon que la banque ait jusqu'à présent versé pour une dette AT1.

Copyright
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité
Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : **www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international**

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE
Liberté Égalité Fraternité

Responsable de la publication : Service économique régional de Berlin
Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville
Revu par : François Gautier
Rédacteurs : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Lucie Petit et Laurence Rambert

Pour s'abonner : berlin@dgtresor.gouv.fr
Crédits photo : ©JFL Photography